
LEGOIS (Jean-Philippe), MONCHABLON (Alain),
MORDER (Robi) (dir.), *Cent ans de mouvements
étudiants*

Préface d'Antoine Prost, Paris : Syllepse, 2007. 434 p.

Laurent Frajerman



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1790>

DOI : [10.4000/histoire-education.1790](https://doi.org/10.4000/histoire-education.1790)

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 116-119

ISBN : 979-2-7342-1142-6

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Laurent Frajerman, « LEGOIS (Jean-Philippe), MONCHABLON (Alain), MORDER (Robi) (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 121 | 2009, mis en ligne le 20 mai 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1790> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1790>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

LEGOIS (Jean-Philippe), MONCHABLON (Alain), MORDER (Robi) (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*

Préface d'Antoine Prost, Paris : Syllepse, 2007. 434 p.

Laurent Frajerman

RÉFÉRENCE

LEGOIS (Jean-Philippe), MONCHABLON (Alain), MORDER (Robi) (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*. Préface d'Antoine Prost, Paris : Syllepse, 2007. 434 p.

¹ Cet ouvrage collectif est l'un des fruits d'une belle aventure, celle de l'association [GERME](#) (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants). Le livre porte sur les « mouvements » étudiants, terme compris au triple sens de luttes (comme en mai 1968), de structures (telles les organisations d'étudiants nationalistes étudiées par Olivier Dard) et d'activités sociales (le théâtre ou le sport universitaire). Une première partie livre des repères chronologiques ; elle est suivie d'une série de questions thématiques, telles, par exemple, que l'histoire de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), objet d'un très bon chapitre de Robi Morder. Cette configuration de l'ouvrage s'explique par le désir d'exhaustivité, mais aboutit à des répétitions : la scission de la droite de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) en 1961, les mauvais résultats des athlètes français aux jeux universitaires de 1938, sont très souvent évoqués.

² Dans sa préface, Antoine Prost met le sujet en perspective en le replaçant dans le cadre de l'évolution de la société française et de la massification des études. Aujourd'hui, les étudiants ne sont plus une minorité bourgeoise, mais un groupe social important, appartenant aux classes moyennes. Une partie de l'ouvrage est consacrée

aux relations entretenues par le mouvement étudiant avec d'autres forces (Église, institution universitaire...). Celui-ci passe, au cours de la période, de la notion « d'apolitisme » à celle « d'indépendance », bien que dans les faits, cette dernière reste très théorique ; les auteurs nous invitent à penser qu'il recherche une autonomie toujours fragile face aux institutions d'adultes, prompts à faire la leçon. À l'opposé, le livre montre aussi que les mouvements étudiants constituent un laboratoire pour les autres mouvements sociaux, à la fois parce qu'ils en forment leurs futurs cadres et parce qu'ils en renouvellent les méthodes (coordinations, remise en cause des hiérarchies, critique des formes traditionnelles de militantisme). Par la multiplicité des entrées et la longue période couverte, il permet de repérer le répertoire d'action forgé par les étudiants et utilisé indifféremment par la gauche et par la droite : pétition, grève, manifestation et – plus original – chahut. Le chahut renvoie directement au fondement de l'identité étudiante, dans son rapport au savoir et à ceux qui sont chargés de sa transmission. L'Action française se fait une spécialité de la perturbation des cours des professeurs de gauche, mais la contestation peut aussi reposer sur des motifs pédagogiques : ainsi, la faculté de médecine de Paris est fermée à six reprises entre 1902 et 1912, certains professeurs étant jugés ennuyeux (paradoxalement, depuis les événements de 1968, toute velléité étudiante d'influencer l'enseignement a disparu). Aucun mode d'action n'est donc l'apanage d'un bord (ainsi, une coordination va être créée par la droite universitaire en 1983). La continuité formelle de l'action étudiante est manifeste dans le cas des barricades, utilisées dès 1893, pour une durée d'une semaine, en raison d'une intervention brutale des forces de police...

3 Cela pose le problème de la violence, fréquente entre organisations. La violence estudiantine prend de telles proportions en 1908 que le président de l'AGE (structure locale de l'UNEF) de Paris est reçu par le président du conseil, Clemenceau, qui accepte de limiter l'entrée des policiers dans les locaux universitaires. Les affrontements entre les diverses forces gauchistes, les communistes et l'extrême droite marquent les années 1970. Brigitte Larguèze remarque la parenté avec la violence ritualisée des bandes de jeunes sous l'Ancien Régime et signale l'importation du folklore militaire dans certaines grandes écoles.

4 Car le livre étudie également la construction progressive du folklore étudiant à la fin du XIXe siècle, avec les rituels d'intégration, les soirées, les monômes. Ces rites facilitent la visibilité sociale des étudiants, dont Alain Monchablon signale qu'elle est le fondement de l'identité des étudiants de l'entre-deux-guerres, ces « héritiers volontiers provocateurs ». En 1945, le journal de l'AGE de Lille se signale par sa paillardise, et l'AGE de Lyon dispose d'un délégué au folklore étudiant. La faluche ne devient le symbole des étudiants conservateurs qu'à partir des années 1960.

5 Le parallélisme entre les syndicalismes enseignant et étudiant est frappant. Tous deux naissent sous la IIIe République sous la forme d'amicales, associations prompts à propager l'idéologie républicaine comme à organiser festivités et solidarité entre leurs membres. Robi Morder montre l'hésitation de l'UNEF entre la forme syndicale et associative, l'adoption d'un nouveau vocabulaire, plus radical, recouvrant souvent de vieilles pratiques. La rupture décisive en faveur du syndicalisme se situe dans les deux cas dans l'atmosphère progressiste de la Libération. Comme tout syndicalisme, celui des étudiants recèle une part de corporatisme, visible lors des actions des années 1930 contre l'élargissement social du recrutement et contre les étudiants étrangers. En

réaction, les étudiants d'après-guerre inventent une formule intéressante : « Il n'y a pas de problème étudiants, il y a des aspects étudiants des problèmes généraux ».

6 Enfin, la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), comme l'UNEF, se heurte au pouvoir politique renforcé de la Ve République, qui n'hésite pas à subventionner une scission du syndicat étudiant. À cette période débute réellement le processus de fragmentation du syndicalisme étudiant, qui subit alors, le premier, les symptômes bien connus de la désyndicalisation. Certes, le livre, de par sa précision et son sens des nuances, permet de découvrir des antécédents dans les années 1930, par exemple avec l'Union fédérale des étudiants, ancêtre de l'UNEF dite « SE » des années 1970-1990. Mais jusqu'aux années 1960, l'UNEF est un acteur central, regroupant un pourcentage significatif d'étudiants, loin des petites organisations d'aujourd'hui. À titre d'exemple, l'AGE de Lyon dispose, dans les années 1950, d'une bibliothèque, d'une discothèque, d'un restaurant universitaire, d'un bar, d'un service de photocopie de cours... Jean-Philippe Legois montre d'ailleurs bien que les scissions postérieures à 1968 ont été permises par un long processus de décadence de la grande UNEF, incapable de fournir les services qui avaient fait sa force et abandonnée par de nombreux groupes militants.

7 L'État joue un rôle clé dans l'histoire du syndicalisme étudiant. Il est moteur dans la création des associations générales d'étudiants, puis dans celle de la structure nationale, l'UNEF, en 1907, en acceptant qu'elle élabore des revendications, donc qu'elle le critique. L'influence du mouvement étudiant provient aussi de la brillante carrière de quelques-uns de ses anciens militants, tel Alfred Rosier, directeur de cabinet de Jean Zay quand celui-ci est ministre de l'Éducation nationale, qui en profite pour donner une impulsion aux œuvres sociales. En 1974 encore, Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, vient de l'UNEF. À toutes les périodes, l'État, principal interlocuteur du mouvement étudiant et, à ce titre, pourvoyeur de légitimité, est également son principal financeur. Depuis l'affaiblissement de l'UNEF, il use de ses armes pour avantager les organisations plus proches de lui.

8 Le travail d'édition est soigné, avec une bibliographie, des tables de sigles, des repères chronologiques, des résultats électoraux, et de belles annexes, comprenant des fac-similés de tracts. La plupart des auteurs ne s'intéressent pas par hasard au militantisme étudiant, mais ils réussissent globalement à prendre du recul avec leur engagement passé, sauf, peut-être, Emmanuel Porte lorsqu'il écrit que l'affaiblissement de l'UNEF-SE crée « un contexte propice à la mobilisation » de 1986. Précisons enfin que, pour tirer profit de cet ouvrage stimulant, le lecteur devra être versé dans l'histoire politique du XXe siècle et se repérer dans les multiples courants de la gauche.

AUTEURS

LAURENT FRAJERMAN